

## ENTRETIEN AVEC PHILIPPE ETIENNE

Conseiller diplomatique, sherpa G7 et G20  
auprès du président de la République

Philippe Etienne a été représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et ambassadeur de France en Allemagne.

Philippe Etienne lors du 58<sup>e</sup> Cercle d'Europartenaires  
à l'Ambassade d'Allemagne - Décembre 2017



### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE SEMBLE INCARNER UNE NOUVELLE FIGURE DE LEADER EUROPÉEN. COMMENT EST-IL PARVENU À REDYNAMISER LE DÉBAT AUTOUR DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ?

Le Président Macron a fait une campagne pro-européenne, là où ces dernières années le principal discours porté sur l'Europe était un discours anti-européen. Le soir de son élection, partout en Europe, un mot revenait : le mot soulagement, mais le soulagement ne suffit pas s'il ne conduit pas à un nouvel élan, un nouveau projet tel que le nouveau Président de la République l'a proposé. Le Président Macron a inscrit au centre de son projet l'idée qu'il fallait recréer de l'adhésion populaire à travers, des consultations citoyennes dans tous les pays qui l'accepteraient, pour que les vrais sujets de l'avenir de l'Europe ne soient pas limités au cénacle des experts et des hommes politiques. Le débat sur l'Europe est essentiel, il ne faut pas se limiter à la réponse aux crises mais présenter une vision, s'inscrire dans le court terme, mais également dans le moyen terme. Le Président a répondu à une attente des citoyens d'un projet sur l'Europe, et surtout un projet positif qui soit porté. Bien sûr ce serait une erreur de présenter la France comme le seul lieu d'où l'on parle positivement de l'évolution de l'Europe. Il y a beaucoup d'autres sources positives dans ce débat : le discours sur l'État de l'Union, deux semaines avant celui du Président de la République à la Sorbonne, ou d'autres contributions nationales, comme celle du Premier ministre suédois, du Premier ministre portugais.

LE DÉBAT SUR L'EUROPE EST ESSENTIEL, IL NE FAUT PAS SE LIMITER À LA RÉPONSE AUX CRISES

### PEUT-ON JUSTEMENT DÉJÀ PARLER DE RÉALISATIONS CONCRÈTES DEPUIS LE DÉBUT DU QUINQUENNAT AU NIVEAU EUROPÉEN ?

Le premier temps dans la politique européenne définie par le Président de la République a été la visite qu'il a faite à Berlin à la Chancelière le lendemain de son entrée en fonction, avec la définition d'un certain nombre de priorités que nous avons résumé par la formule, Europe qui protège. Et notamment la révision de la directive sur les travailleurs détachés, présentée à juste titre comme une volonté de mettre fin à des abus, qui contribuent au dumping social. La négociation a permis un dialogue franc et productif avec les pays de l'Europe centrale et a permis un débat plus large et essentiel, sur la convergence entre nos pays. Cette convergence est l'une des clefs du succès et de l'acceptabilité de l'intégration européenne. Europe qui protège se retrouve également dans la politique commerciale et la politique climatique, deux thèmes très souvent abordés par le Président français avec son collègue américain. Emmanuel Macron a défendu le système commercial multilatéral et l'ordre multilatéral en général. Il a aussi, depuis qu'il a été élu, plaidé pour une concurrence loyale entre les entreprises européennes et leurs partenaires mondiaux dans le cadre de règles multilatérales. Nous avons travaillé à améliorer nos outils de défense commerciale.

Enfin, dans cet agenda, nous avons fait aboutir le projet de coopération structurée permanente. Nous avons porté, avec l'Allemagne puis l'Italie et l'Espagne, une vision à la fois inclusive et un niveau élevé d'exigence pour définir les critères d'entrée dans cette coopération. Parallèlement, la Commission a fait une proposition révolutionnaire puisqu'elle a proposé de créer un Fonds européen de défense et un programme de développement des investissements dans l'Europe de la défense, permettant de financer des dépenses de défense pour la première fois sur fonds communautaires.

### À PLUS LONG TERME, QUELLE EST LA VISION FRANÇAISE DE L'EUROPE DANS LE MONDE ?

Le Président de la République a fait aussi des propositions de plus long terme pour la refondation européenne, lors de son discours à la Sorbonne le 26 septembre en mettant en avant les notions de souveraineté, d'unité et de démocratie. Dans le domaine de la sécurité, le Président de la République propose un projet d'échanges dans le domaine opérationnel, entre nos armées afin de préparer en amont des décisions communes d'intervention. S'agissant de l'immigration, de l'asile et des frontières, une échéance de court terme est l'adoption d'une nouvelle série de législations en matière d'asile et de frontières extérieures. Les choses doivent être organisées d'une manière telle que ceux qui ont vraiment besoin de la protection la reçoivent, et que le retour des immigrés illégaux soit mieux organisé. À moyen terme, il faudra aller vers une harmonisation encore plus poussée de l'asile et une police européenne des frontières extérieures. Un autre domaine est la politique vis-à-vis de l'Afrique et de la Méditerranée. Le Président de la République a exposé sa politique avec l'Afrique lors de son voyage à Ouagadougou en novembre dernier. Il a appelé les Européens à formuler un projet ambitieux pour nos relations avec l'Afrique à l'échéance de 2024.

### ET AU NIVEAU DE LA POLITIQUE INTÉRIEURE, PEUT-ON CONCILIER LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE AVEC UNE AMBITION SOCIALE ?

L'union économique et monétaire reste le cœur et le moteur de l'intégration. Les propositions du Président de la République s'inscrivent dans un schéma par étapes qui pourra mener notamment à un budget de la zone euro, avec une fonction de stabilisation et une capacité d'investissement, et qui pourrait bénéficier d'une ressource propre. Ce cadre-là nécessiterait un certain nombre d'innovations institutionnelles, dont la création d'un ministre des finances de la zone euro. A plus court terme, l'achèvement de l'union bancaire suppose un renforcement du mécanisme européen de stabilité. Le Président a aussi proposé de travailler dans le domaine de l'éducation et de la culture pour instituer des repères d'unité et de solidarité. Le Conseil européen a adopté en décembre dernier des conclusions qui reprennent certaines de ses propositions, comme la création d'universités européennes ou l'élargissement d'Erasmus aux apprentis. Cela est de nature à donner aux Européens l'impression d'un véritable espace où ils peuvent travailler et se développer ensemble.